

Projet de discours du garde des sceaux

CTPM du 30 juin 2011

Mesdames et Messieurs les représentants du personnel,

Je suis très heureux de participer à ce comité technique paritaire ministériel, dernier de son genre, qui réunit des représentants de l'administration et du personnel, pour évoquer des sujets collectifs de déroulement de carrière et de conditions de travail.

Je ne pourrai malheureusement pas échanger avec vous pendant la totalité de ce comité, devant vous quitter vers 10h pour une visite ministérielle, mais je me réjouis de vous rencontrer collectivement pour vous redire l'importance que j'attache à la qualité et à la continuité du dialogue social.

Au regard du nombre élevé de réunions, informelles ou réglementaires et de la diversité et de l'importance des sujets abordés, je constate que

le dialogue social existe bel et bien au ministère de la justice et des libertés. J'y prends ma part personnelle et j'en fais un point d'honneur. Vous le savez, ma porte est toujours ouverte pour évoquer les sujets qui vous tiennent à cœur et j'en veux pour preuve le fait que j'ai reçu depuis le 16 novembre 24 délégations syndicales à la chancellerie, et qu'à chaque visite ministérielle (35 à ce jour) je consacre une partie du déplacement à une rencontre avec les délégués syndicaux. Ceci est également vrai pour les conseillers au cabinet qui très régulièrement sont en relation avec vous pour faire avancer les sujets. Il y a donc un vrai effort en la matière, même si cela reste perfectible, comme tout effort ou projet collectifs.

Pour autant je ne sous-estime pas les points de divergence entre nous, mais je constate avec plaisir que les deux parties, administration et organisations professionnelles, ont fait le choix de maintenir le dialogue, ce dont je vous félicite collectivement.

1 - J'en veux pour preuve, les groupes de travail sur la prévention des risques psycho-sociaux qui ont abouti le 7 avril à un premier

document de restitution d'une grande richesse et empreint d'un vrai souci de transparence. Je sais que le travail se poursuit et qu'il doit encore s'approfondir et aboutir concrètement avant la fin de l'année.

C'est un exercice difficile pour une administration que de regarder et d'analyser objectivement son fonctionnement.

Grâce à votre investissement et à votre professionnalisme sur des sujets d'une grande complexité et très grande sensibilité individuelle et collective, comme par exemple, la prévention des suicides et la prévention des agressions, je peux constater que la démarche est lancée en souhaitant que vous y contribuiez le plus possible.

Il faut donc maintenant produire un plan d'action ministériel transversal et opérationnel qui permettra une déclinaison concertée entre chaque direction et ses organisations professionnelles.

Nous sommes dans une période difficile pour tous. Les changements nombreux qui se produisent dans tous les secteurs d'activité du

ministère, sont lourds de conséquences. Il nous appartient de les conduire au mieux, ce qui, pour moi, veut aussi dire en minimisant leur impact sur les situations individuelles.

2 – Le dialogue existe aussi sur les sujets catégoriels, que ce soit au titre du statutaire comme de l'indemnitaire.

Je comprends que pour les organisations professionnelles, les choses n'aillent pas assez vite et assez loin, mais dans un contexte budgétaire sous forte contrainte et dans un cadre généralisé de réduction des effectifs, je suis assez tenté de dire que le ministère de la justice et des libertés tire plutôt bien son épingle du jeu. Contrairement à d'autres administrations, nous avons obtenu de nombreuses créations de postes qui tiennent compte de la situation difficile dans laquelle se trouvait notre ministère et viennent accompagner les nouvelles réformes et les efforts entrepris en termes de réorganisation. De manière générale, le budget du ministère est également en augmentation constante, traduisant une attention particulière pour le fonctionnement de la justice et l'ensemble des personnels qui y contribue chaque jour.

Je veux notamment souligner que la filière administrative (qui n'est pas assez valorisée dans les discours) connaît des évolutions importantes :

- Le rattachement des attachés au nouveau statut créant un corps interministériel institue un troisième grade culminant en HEA.
- Le rattachement des secrétaires administratifs au Nouvel Espace Statutaire (le NES) de la catégorie B devrait permettre aux agents concernés de bénéficier d'un gain sensible à court terme ;
- L'intégration dans ce même NES au niveau du 2^{ème} grade (grade d'avancement) des greffiers et la possibilité pour les adjoints administratifs d'intégrer le 1^{er} grade de ce nouveau statut, constituent des avancées non négligeables. J'ai entendu vos revendications et vos attentes sur ce sujet. Je vous ai aussi expliqué qu'il m'apparaissait important de prévoir une intégration dans le NES compte tenu des aspects positifs

immédiats en termes de revalorisation indiciaire (je vous rappelle que 6,8 M€ en année pleine sont prévus en Loi de Finances) et de mobilité des personnels. Pour autant, je souhaite que nous poursuivions ensemble la réflexion sur la revalorisation des métiers de greffe et sur le transfert de compétences actuellement dévolues aux magistrats vers les greffiers en chef et les greffiers, qui pourront ensuite se traduire par des évolutions statutaires et indemnitaires. Je vous confirme qu'un groupe de travail peut se mettre immédiatement en place pour approfondir le sujet et élaborer un projet très concret.

J'ai également entendu vos inquiétudes sur la réforme de la durée de la formation des greffiers : soyez assurés que ma volonté est de permettre le renfort le plus rapide possible des juridictions grâce aux nouveaux postes créés, en tenant compte de l'évolution du profil des candidats aux concours de greffiers, tout en maintenant la qualité de la formation par la mise en place d'une formation continue obligatoire renouvelée, que j'entend bien, si vous le souhaitez, travailler et définir avec les organisations syndicales intéressées.

De même, la restructuration et la revalorisation de la filière des personnels de direction de la protection judiciaire de la jeunesse reconnaissent l'accroissement de leurs responsabilités issu de la réforme territoriale qui a regroupé 15 directions régionales en 9 directions interrégionales et 100 directions départementales en 53 directions territoriales.

Enfin sur le plan indemnitaire :

- La mise en place progressive en 2011 de la prime de fonction et de résultat (PFR) pour les agents de catégorie A de la filière administrative, permettra de mieux reconnaître l'investissement et la valeur individuelle. Son extension aux secrétaires administratifs de catégorie B en 2012 permettra de lisser tant que faire se peut, je sais que les organisations professionnelles sont très attachées à ce principe, les régimes indemnitaires des corps communs.

- La revalorisation des astreintes et l'harmonisation du dispositif au niveau ministériel sont des points positifs pour les agents comme pour l'institution, même si certaines catégories sont encore en attente de l'effectivité des mesures, ce qui ne saurait tarder.

Sans vouloir aujourd'hui passer en revue l'ensemble des problématiques statutaires du ministère, je crois utile de rappeler que la fin de l'année 2010 a vu une avancée très positive sur ce plan, s'agissant des SPIP de l'Administration Pénitentiaire.

3 – En ce qui concerne la création des plateformes interrégionales, j'ai bien noté les réactions des organisations professionnelles à l'égard de l'implantation à Amiens.

Et en effet, la question se pose, d'examiner la possibilité d'une solution plus centrale, à Lille. Ceci suppose notamment que des locaux de bonne qualité soient disponibles à Lille, ce qui était le cas à Amiens. M. le secrétaire général va s'attacher à régler cette difficulté.

Par ailleurs, j'ai bien en tête le sujet des conditions d'affectation des personnels, particulièrement celles des personnels pénitentiaires, en raison de la question du statut spécial et j'ai veillé à ce que toutes les garanties leur soient maintenues, et notamment le maintien de la prime de sujétions spéciales.

J'attache la plus grande importance à un traitement personnalisé des situations individuelles et j'ai demandé au Secrétaire général de les suivre avec la plus grande attention, en lien avec les directions gestionnaires concernées.

4 – Je souhaite dire quelques mots au sujet des contrats d'objectifs en matière d'exécution des peines.

Il s'est agi de mobiliser le plus vite possible les moyens nécessaires pour assurer l'effectivité des décisions judiciaires pénales car près de 100 000 peines d'emprisonnements étaient inexécutées.

Nous avons proposé aux 14 juridictions les plus en difficulté de signer des contrats d'objectif et, dans le cadre contraint imposé par le contexte budgétaire, les juridictions concernées ont été priorisées.

Elles ont ainsi vu arriver des vacataires et des fonctionnaires dès le mois de mars, puis, en juin, des greffiers sortant d'école ; septembre verra une nouvelle arrivée de magistrats et fonctionnaires.

Trois postes de JAP ont été créés à Bobigny, Strasbourg et Lille. Trois autres juridictions se sont vues renforcée par une affectation de magistrat en surnombre : un JAP à Paris, un substitut à Aix-en-Provence et un autre à Marseille.

La concertation a été renforcée entre les acteurs judiciaires (parquet, siège et leurs partenaires de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse) et plus largement, avec les services de police et de gendarmerie

Les premiers effets du dispositif se font déjà sentir mais il s'agit d'un travail de longue haleine et les contrats sont d'ailleurs signés pour une durée de deux ans. Vous me direz également que cela a accentué la surpopulation carcérale, mais vous aurez observé par ailleurs que la nouvelle carte pénitentiaire, bien acceptée me semble-t-il, tient compte

de ces difficultés par la réduction du nombre d'établissements devant fermer et je confirme par ailleurs que le développement du bracelet électronique demeure une des mes priorités. A ce titre nous devrions atteindre dans les jours qui viennent les 8000, sur un programme de 12 000.

5 – Enfin, s'agissant des élections professionnelles, je souhaite qu'une bonne qualité des échanges préside aux travaux préparatoires conduits par le Secrétariat général, en lien avec les directions du ministère de la justice et des libertés, et surtout en concertation avec les organisations professionnelles.

C'est un enjeu majeur au regard de la représentativité des organisations professionnelles et de leur poids en tant qu'interlocutrices valables de l'administration.

C'est un dossier majeur pour le bon fonctionnement de notre institution, qui sera le marqueur de notre capacité à travailler collectivement et de façon constructive.

Pour ces raisons, c'est un dossier que je suivrai personnellement de très près.

Je suis prêt à échanger avec vous sur ces différents sujets ou à évoquer d'autres questions, dans la limite du temps que mon agenda me permet.